

Paris, le 11 mai 2021

La médecine générale oubliée sous les applaudissements du ministère

Depuis 2017, la Filière universitaire de médecine générale (FUMG) est en attente de décisions fortes.

Les Maîtres de stage des universités (MSU) attendent une revalorisation de leur activité qui ne l'a pas été depuis 1997, **eux** qui, à la place, sont payés avec de plus en plus de retard. Ils attendent d'avoir accès aux ressources bibliographiques de l'université, **eux** qui ont la responsabilité d'encadrer les travaux universitaires des futurs médecins généralistes. Ils attendent de pouvoir voter aux conseils facultaires **eux** dont le caractère universitaire est inscrit jusque dans leur nom.

Les enseignants (maîtres de conférences et professeurs associés) attendent que leur statut précaire qui les contraint à enchaîner les contrats de 3 ans évolue **eux** dont l'investissement au sein des universités est exemplaire.

Les départements de médecine générale attendent que les recrutements d'assistants universitaires de médecine générale soient à la hauteur des besoins de la discipline qui souffre toujours d'un ratio enseignants/étudiants 8 fois moins importants que les autres disciplines médicales. Les maisons et centre de santé universitaires attendent toujours d'être rémunérés pour leurs actions qui sont réalisées à titre bénévole.

Au lieu de cela, les acteurs de la FUMG font face à un désintérêt déconcertant de la part du ministère des solidarités et de la santé.

Une nouvelle étape du mépris a été franchie à l'occasion de l'envoi du ministère aux enseignants de médecine générale d'une lettre se félicitant de revaloriser les carrières hospitalo-universitaires sans qu'un seul mot ne soit prononcé pour la médecine générale, **elle** qui reste la discipline formant le plus d'étudiants.

Jusqu'où ira le mépris d'un ministère complètement déconnecté de ce qui ne relève pas de l'hôpital ? Ce satisfecit indécent du ministère des solidarités et de la santé est la confirmation d'une déconnexion totale

Le SNEMG exige d'être reçu en urgence pour aborder les pistes concrètes permettant de répondre aux revendications de l'ensemble des acteurs de la FUMG.

Dr Anas TAHA
Président du SNEMG